

ÉCONOMIE, SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN

(ÉPREUVE N° 268)

ANNÉE 2018

ÉPREUVE CONÇUE PAR HEC PARIS
VOIE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

Peut-on affirmer comme P. Romer que "les taux de croissance semblent être croissants non seulement en fonction du temps mais aussi en fonction du degré de développement ?

"Nous parcourons alors cultivées les autres arb. qui embellissent la vie". Ainsi se réjouissait John Stuart Mill en 1848 dans son Principes d'Économie politique, allant alors quelque peu à l'encontre du pessimisme de ses contemporains classiques. Cette évocation d'un ralentissement durable de la croissance économique n'est pas propre aux classiques uniquement, en témoigne l'ouvrage de John Maynard KEYNES, Lettres à nos petits-enfants (1930) dans laquelle il prédisait un "enrichissement de tous les besoins des hommes dans le siècle à venir". Pourtant, de telles perspectives viennent à l'encontre de la définition même de la définition de la croissance économique. En effet, Joseph Alois SCHUMPETER (1883-1950) de la définir dans son "Théorie de l'évolution économique" (1912) comme "un processus incessant de destruction créatrice, révolutionnant les

structures du passé pour les remplacer par des structures nouvelles". Elle serait donc auto-entretenue, endogène. Il est à noter que la croissance est un phénomène récent. Selon Angus MADDISON, L'économie mondiale, une perspective millénaire, OCDE (2001), le taux de croissance annuel moyen était nul lors du capitalisme agricole et c'est les capitalismes industriels et commerciaux qui dès la fin du XVIII^e, marquent le coup d'envoi de ce phénomène. On a donc assisté à l'émergence de pays précoces, maintenant développés, puis de pays tardifs, aujourd'hui en développement. On distingue alors plusieurs "degrés" de développement, que l'on définit comme "la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une société que la rendent apte à accroître son produit réel" (PERRON, 1962). Il conviendra alors d'étudier les différents degrés de développement et leurs liens avec la croissance dans une dynamique historique. On pourrait penser que le développement est synonyme de croissance forte. Pourtant, le débat sur la stagnation séculaire frappe aujourd'hui les pays développés suite à la crise de 2008. L'atonie de la croissance dans les pays développés laisse donc perplexes, dès lors qu'on la considère endogène. Alors qu'A. MADDISON montrait une croissance constante des taux de croissance annuels moyens depuis 1780, est-on à fondée que l'âge d'or de la croissance est révolu pour les pays développés ?

Contrairement à l'affirmation de P. ROMER, la fin de la croissance semble inéluctable, d'autant plus si le pays est déjà développé : tertiarisation et vieillissement démographique sont les causes d'une croissance faible pour les pays développés (I).

Pour autant, ne peut-on pas dépasser les limites de cette croissance faible? D'ailleurs, les pays en voie de développement ne connaissent-ils pas au contraire une croissance forte, rattrapant les pays développés? Finalement, on pourra réhabiliter la pensée de P. ROMER: la faible croissance ne serait qu'un problème de structure (II). Dès lors, nous montrerons qu'une croissance dans le temps semble envisageable, mais qu'il faut cependant repenser la place de l'homme au cœur de cette croissance: le développement induit une dimension qualitative de bien-être, bien-être qui on ne retrouve pas dans les pays développés (III).

*

*

*

Il semble qu'il faille réfuter l'affirmation de P. ROMER. En effet, l'existence de rendements décroissants et la finitude des ressources donnent le glas des contradictions du capitalisme (A). De plus, le développement semble aller à l'encontre de la croissance: l'émergence d'une société développée vieillissante (B) et vieillissante (transition démographique) ne peuvent qu'aller à l'encontre de l'optimisme de P. ROMER (C).

La croissance a bien une fin dans le temps.

En effet, la croissance que l'on qualifie de "smithienne" reposant sur l'accumulation extensive et la division du travail, trouve des limites dans l'existence de rendements

décroissants. D. RICARDO, Principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), s'appuyant sur la théorie de la Rente différentielle de T. MALTHUS est donc pessimiste quand à l'existence de la croissance à long-terme. Cet état stationnaire censé par une productivité marginale décroissante semble néanmoins dépassable par l'ouverture économique qui élargit les marchés. Ainsi, les pays précoces France et Royaume-Uni signeront le Traité CORDON-CHEVALLIER le 23 janvier 1860. Ces deux pays précoces ont donc connu une croissance forte dès le XIX^e siècle, même si la supériorité britannique est indéniable (50% des IDE en 1914). De plus, K. MARX, Le Capital, 1867 souligne une baisse tendancielle du taux de profit à long terme, conséquence inéluctable de la substitution du capital au travail. Le capitalisme est alors amené à disparaître par ses contradictions endogènes. Enfin, comment peut-on penser une croissance infinie dans le temps dans un monde fini ? "Nous éteindrions le soleil et les étoiles par prétexte qu'ils ne nous versent aucun dividende" écrivait KEYNES ! Bien triste est la réalité : "l'empreinte écologique" des États-Unis aujourd'hui (7 planètes) en est le symbole. Daniel COHEN, L'Univers est clos, le désir infini, témoigne de cet épuisement progressif des ressources, frein évitant à une croissance de long terme. Alors qu'il était évident pour D. RICARDO que "la nature pourranda à tous nos besoins en ressources, mais elle n'en est plus généreuse !", la finitude des ressources naturelles condamne une croissance matérielle.

Les pays développés connaissent de plus de profondes mutations causées par les degrés de développement. En effet, un pays développé atteint une "frontière technologique" et semble dès lors condamné à une croissance moins importante. Ainsi, l'Angleterre a-t-elle vu le rattrapage allemand dès les années 1870. En plus de cette frontière technologique, les pays développés connaissent de profondes mutations sur le marché du travail: le développement est signe de mutations sectorielles. En vertu de la règle de J. FOURASTIÉ, A. SAUVY, dans La Machine et le chômage (1980) écrit que les gains de productivité des secteurs primaires et secondaires ont donné lieu à un déversement d'emploi dans le secteur tertiaire. La tertiarisation frappe ainsi les pays développés depuis le XIX^e siècle mais ce processus s'est accentué avec le développement des pays précoces. Ainsi, depuis 1975, 75% des actifs occupent un emploi tertiaire en France, moyenne semblable aux Etats-Unis et l'Angleterre. Cette tertiarisation dans les pays développés est synonyme d'une croissance faible: en effet, le tertiaire se caractérise par de faibles gains de productivité comme l'illustre W. BAUMOL dans le Paradoxe de la comédie (1987). La hausse des salaires est supérieure aux gains de productivité, ce qui vient en plus réduire les marges des entreprises. Ainsi, alors que RIFKIN annonçait La fin du travail, Daniel COHEN ne montre plus pessimiste dans Nos temps modernes: pourquoi sont-ils si décevants?: "on attendait la fin du travail, mais on a

en le travail sans fin." Ainsi le développement et la croissance poussent les pays développés vers une stagnation, synonyme de faible croissance. Les pays développés doivent donc avoir une croissance plus faible que les pays à un degré de développement inférieur, qui utilisent les secteurs primaires et secondaires pour rattraper et se développer.

Enfin, la caractéristique des pays développés est le vieillissement démographique dont ils sont victimes. En effet, le développement, "combinaison des changements matériels et sociaux", s'accompagne d'une transition démographique. La transition démographique est selon le démographe LANDRY le passage d'un régime traditionnel à un régime moderne. Le développement entraîne l'allongement de la durée de vie, synonyme d'un vieillissement de la population. Le vieillissement démographique propre aux sociétés développées est néfaste à la croissance dans le temps.

Déjà en 1938, H. HANSEN, Economic Structure and Declining Population Growth s'inquiétait de ce vieillissement. Aujourd'hui, de telles craintes sont réactualisées par GORDON qui identifie ce vieillissement à un "vent contre la croissance" Les vents contre la croissance. Le taux d'intérêt naturel est en effet très bas dans les pays développés : BERNANKE, dans une conférence à la LSE (2011) évoque d'ailleurs un "global saving glut", un taux d'épargne trop élevé, assimilable au vieillissement

des populations développées. Ainsi, selon J. STIGLITZ, The Globalization and its new discontents (2016) si les pays développés maintiennent ce paradigme "néo-libéral", ils courent tout droit vers "un marasme économique à la japonaise." Dès lors, bien sombres sont les perspectives entourant le processus de croissance par les pays au degré de développement supérieur. Pour des raisons structurelles, ils semblent aujourd'hui condamnés à une atonie durable.

Ainsi, P. ROMER semble se tromper doublement: non seulement la croissance des pays développés est condamnée par le temps, mais le degré élevé de développement nuit aussi à la croissance par les mutations qu'il engendre. Ne doit-on pas alors chercher à justifier son affirmation? Qu'en est-il des pays à un degré de développement inférieur?

*

*

*

Ne peut-on pas dépasser les contradictions qui semblent serrer la gorge de la croissance? L'introduction de rendements d'échelles extérieures croissants justifie la dimension endogène du processus, nécessitant l'aide de l'état (A). En s'interrogeant sur le "degré" de développement, il semble bien que les pays en voie de développement bénéficient d'une croissance forte (B). Enfin, l'atonie n'est-elle pas la conséquence d'un problème de mesure de la croissance? (C).

L'existence de rendements d'échelles externes croissants est introduite par A. MARSHALL, Principes d'économie politique, 1896. Si les rendements d'échelle internes croissants sont une entrave à la concurrence (la première entreprise sur le marché devient monopole), les rendements d'échelles externes croissants peuvent permettre le dépassement des limites classiques. P. ROMER s'inscrit d'ailleurs dans la lignée de ces externalités positives (conséquences positives de l'activité d'un individu sur l'activité d'un autre ou contrepartie monétaire), proposant en 1986 un modèle de croissance endogène, basé sur le "learning-by-doing". Les théoriciens d'une croissance endogène LUCAS et BARRO prolongent cela, expliquant la nécessité d'investir dans le capital humain (Lucas) et capital physique (Barro). Le rôle de l'Etat est alors nécessaire, d'une part pour subventionner les externalités positives comme le préconise R. COASE, The problem of social cost (1960) mais aussi pour financer la recherche (2,5% du PIB en Europe). En fin, l'Etat doit garantir la propriété privée et l'attribution de brevets : le PATENT AND TRADE OFFICE ACT permet aux entreprises américaines de bénéficier des brevets suite à des recherches financées par fonds publics. L'Etat est alors à même à favoriser l'innovation, donnant alors naissance à une croissance schumpétérienne. Ainsi, AGHION et HOWITT (neo schumpétériens) justifient la recherche verticale d'innovations quand HELPMAN et GROSSMAN justifient dans les années 1990 une recherche horizontale de l'invent

Dès lors que il existe des externalités positives et que l'innovation, par le progrès technique est source de croissance, il semble que l'on puisse aller dans le sens de P. ROMER et les Hebrons d'une croissance en large.

De plus, l'affirmation de P. ROMER repose sur une distinction des "degrés de développement". Si les pays développés connaissent effectivement une croissance faible, qu'en est-il pour les pays en voie de développement? R. NURSE soulignant en 1953, Problems of capital formation in underdeveloped countries qu'"un pays est pauvre parce qu'il est pauvre". Mais les capitaux extérieurs peuvent générer une épargne qui viant briser ce cercle vicieux de la pauvreté, en témoignent les emprunts de S. WITTE en 1900, de 250 milliards de Livre pour financer le développement russe. De plus, d'après R. Solow, A Contribution to the Theory of Growth, 1954, un rattrapage des pays à un degré de développement inférieur est réalisable. C'est justement, pour A. G. ERSHENKRON, Economic Backwardness in Historical Perspective (1962), cet état de développement qui permet une croissance forte: les "late comers" connaissent une croissance forte. Ainsi, le taux de croissance annuel moyen des pays développés est de 4 à 6% pendant les 30 Glorieuses, mais de 7 à 9% pour les nouveaux pays industrialisés asiatiques (NPIA). Le revenu des sud coréens passe de 18% du revenu des pays développés (1960) à 60% en 1980! Dès lors, le

taux de croissance diffère bien selon le degré de développement. Cette croissance vient d'ailleurs encourager le développement par A. SEN (1982), qui, en développant le concept de "capabilité", montre l'importance de la croissance sur le capital humain (éducation, hygiène, démocratie).

Ainsi, alors qu'aujourd'hui l'affirmation de P. ROMER peut être empiriquement contestée, ne doit-on pas remettre en cause la mesure même de la croissance? En effet, l'effet des nouvelles technologies peine à se faire sentir, la comptabilisation des services dans la croissance est partielle. A. SOLOW évoquait à juste titre en 1987 son paradoxe de la productivité: "les indicateurs sont partout sauf dans les statistiques de croissance". Si le rapport BOSKIN peut être compris comme traduisant une déflation cachée, il peut aussi souligner une sous-évaluation de la croissance américaine. Si l'affirmation de P. ROMER est contestée aujourd'hui, il semble bien que la mesure inefficace des nouvelles technologies en soit la cause. Quelque soit le degré de développement, il conviendrait ainsi de remédier à cette insuffisante mesure. Ainsi, dans un second temps, nous nous tenté de réhabiliter la pensée de P. ROMER. Alors, le débat sur la stagnation séculaire doit-il être crédible? De plus, si une telle croissance s'avérait durable, ne doit-on pas repenser la place que l'homme y occupe?

*

*

*

Les théories né-schumpétériennes semblent rajouter du crédit à l'affirmation de P. ROYER (A) et des lois, c'est bien la place de l'homme au cœur de la croissance dont il est question : la tertiarisation propre aux pays développés ne contribue pas au bien-être de tous (B). Enfin, la croissance est-elle vraiment nécessaire au développement et au bien-être ? Face aux questionnements éthiques, il s'agit de penser une croissance plus juste, pour envisager un développement pérenne (C).

Si les théories de la stagnation séculaire ne sont pas dénuées de tout fondement, notons qu'elles surviennent après des épisodes de crise : que cela soit A. HANSEN en 1938 : Economic Structure and Declining Population Growth, ou SUMMERS et GORDON plus récemment après la crise de 2008. Or, la période de 30 glorieuses, "âge d'or" de la croissance est venue démentir les écrits d'HANSEN. Qu'en sera-t-il des sombres prévisions actuelles ? Pour J. MOYER, Secular Stagnation? Not in your life! (2014), le cerveau humain est incapable de prévoir les grandes transformations futures. Des lois, BRYNOLFSSON et MCKAFFE, The second Age of Machine soulignent toute l'importance que pourrait avoir l'intelligence artificielle dans nos sociétés développées. Ainsi, les né-schumpétériens envisagent un "turning point"

pour reprendre l'expression de Carlota PEREZ. La croissance est par eux cyclique et rythmée par l'innovation. Il convient donc, au regard du cycle (KONDRATIEFF, The Long waves in Economics, 1926) d'espérer une phase A portée par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle.

Cependant, une croissance durable reposant sur les nouvelles technologies dans les pays développés nous incite à repenser la place de l'homme au sein du processus de croissance. En effet, FRET et OSBORNE, The future of Unemployment (2014) estiment que 47% des emplois Américains pourraient être remplacés par la machine dans les 20 années à venir. Si la croissance à terme semble envisageable, ne sera-t-elle pas au détriment du développement et du bien être ? En 2017, P.N. GIRAUD soulignait dans L'homme inutile ce danger que courent nos sociétés futuristes. Loin d'avoir conduit à un développement commun, la société post-travail propre aux pays développés tend à accentuer les inégalités. Ainsi, quand GHERSHUNY évoque un "productivisme reactif" (symbolisé par AMAZON), Jean CADREY, Société de services ou société de services ? déplore le divorce constant entre producteurs et consommateurs. Dès lors, si la croissance peut sembler durable dans le temps, ne sera-t-elle pas au prix d'un moindre développement ? Aujourd'hui, Laurent ALEXANDRE dans La guerre de l'intelligence (2018) nous met en garde sur

la méconnaissance de former le capital humain (G. BECKER, A Human Capital, 1967) pour le rendre compatible avec l'intelligence artificielle. Et la France n'en prend pas le chemin, préférant sauver le site de Flersange au lieu de selon lui, investir massivement dans l'intelligence artificielle.

Dès lors, si plus de croissance équivaudrait à moins de bien-être, voire pire, à un mal-être, faut-il s'abstenir à la maintenir dans le temps ? Déjà en 1964, le Paradoxe d'EASTERLIN soulignait qu'à partir d'un certain stade de possession de revenu, le bien-être n'augmente plus : la satisfaction imaginaire décroît. Dès lors, pour quoi s'abstenir à épuiser les ressources et polluer, quand la croissance n'est pas synonyme de "meilleur-être" ? Dans cette mesure, le club de Rome (1967) et les rapports Meadows puis BRUNDTLAND (1984) ne sont pas dénués d'intérêt. N. GEORGESCU-ROEGEN, Les lois de l'entropie (1977) y ajoute en effet une décroissance. Comment donc envisager la place de l'homme dans un monde sans croissance ? On pourrait alors rejoindre l'optimisme de J.S. Mill ou encore

J. M. KEYNES qui dans sa Lettre à nos petits enfants (1930), affirmait que "l'homme a été éduqué trop longtemps à peiner et non à jouir". Face aux risques d'un moindre développement, quel qu'en soit le degré actuel, causé par une croissance technologique inégalitaire ou exécutante, ne devrait-on pas penser une décroissance? Certaines voies s'élevant pour des alternatives, comme la réduction du temps de travail, ou encore un salaire universel.

*

*

*

Ainsi, peut-on affirmer que les taux de croissance semblent être croissants dans le temps mais aussi en fonction du degré de développement?

Il apparaît des différences de croissance notables selon le degré de développement, les "late comers" rattrapant des pays déjà développés, où la tertiarisation et le vieillissement démographique donnent lieu à une atonie. Pour autant, cette atonie peut résulter d'une difficulté à mesurer la croissance actuelle (partez sur les TIC). Dès lors que l'on envisage la mise en place du progrès technique pour dépasser les limites de la croissance, il convient néanmoins de remettre l'affirmation de P. ROUËR en cause: une croissance durable fondée sur les nouvelles technologies est-elle vraiment souhaitable? En cela qu'elle viendrait nuire au bien-être d'une majorité d'individus, lors à leur développement,

Rien n'est moins sûr. L'enjeu réside alors dans une formation
du capital humain, adaptée et compatible avec la croissance
de demain. En ce sens, l'économie de la connaissance pourrait
prolonger l'analyse de P. ROMER : comme l'écrivait T. JEFFERSON
"Le fait d'allonger la journée de l'entre n'est pas
la misère. Au contraire, cela augmente la luminosité générale."